

# LE DEVOIR

## Une crise pour rien?

Deux ans plus tard, la reprise est timide et les grandes promesses de réforme du système financier se font toujours attendre



Il y a deux ans, la banque d'affaires américaine Lehman Brothers déclarait faillite, jetant la panique sur un marché financier qui n'allait pas tarder à entraîner le monde dans sa pire crise économique depuis la Grande Dépression. Aujourd'hui, les pays se relèvent péniblement de cette épreuve et l'on cherche en vain les réformes en profondeur qui avaient été promises.

ÉRIC DESROSNIERS

Les grandes réformes promises durant les jours les plus sombres de la crise financière et économique mondiale n'ont pas eu lieu et pourraient bien ne jamais venir. Il n'em-

pêche que le monde a changé.

La réforme des règles financières adoptée cet été par le Congrès américain ainsi que les nouvelles lignes de conduite sur le niveau de capitalisation des banques recommandées cette semaine à l'ensemble des pays par le Comité de Bâle

n'impressionnent guère l'économiste Rodrigue Tremblay. «Il s'agit tout au plus de réformettes cosmétiques», soupire en entrevue au *Devoir* le professeur émérite de l'Université de Montréal. «Les grandes banques vont essentiellement pouvoir continuer de faire les choses comme elles le faisaient auparavant, et je ne vois pas comment un futur Congrès sous domination républicaine pourrait aller plus loin. Les lobbies auxquels sont confrontés les élus sont extrêmement forts.»

VOIR PAGE A 12: CRISE

SONDAGE LÉGER  
MARKETING-*Le Devoir*

## Non au financement public d'un nouveau Colisée

La région de Québec est la seule favorable à un investissement massif des gouvernements

ALEC CASTONGUAY

Une majorité de Québécois s'oppose à ce que l'amphithéâtre à Québec soit financé entièrement avec des fonds publics, selon un nouveau sondage Léger Marketing-*Le Devoir*. En fait, les citoyens de toutes les régions de la province se disent en désaccord avec l'investissement massif d'argent public... sauf à Québec, où l'idée est très populaire.

La décision du gouvernement Charest d'injecter 180 millions de dollars dans la construction d'un futur amphithéâtre dans la capitale est rejetée par 58 % des répondants dans la province. Près de 33 % se disent «tout à fait en désaccord», alors que 25 % se disent «plutôt en désaccord».

A l'inverse, 38 % des 1000 répondants sont d'accord avec la décision du gouvernement du Québec, annoncée le 7 septembre dernier. Ils sont 16 % à se dire «tout à fait d'accord» et 22 % «plutôt

**L'incohérence du gouvernement Charest pèse dans la balance**

■ Ça aurait pu être pire ■ L'étude de l'économie n'a rien d'une science exacte > À lire en pages A 6 et A 7

VOIR PAGE A 12: COLISÉE



MICHEL DAVID

### Le boulet

■ À lire en page B 3



GIL COURTEMANCHE

### Délire sportif

■ À lire en page B 2

## CINQUANTE ANS PLUS TARD : LES GRANDS MYTHES DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Il y a un demi-siècle débutait la Révolution tranquille. Moment fondateur du Québec moderne, ou simple rattrapage d'une société minoritaire en Amérique du Nord? De la définition de cette période de réformes accélérées dépend la perception même du Québec d'aujourd'hui. Dans une série de quatre articles, *Le Devoir* explore quelques-uns des grands mythes de ce moment charnière de notre histoire.



Maurice Duplessis serait-il le véritable père de la Révolution tranquille?

ARCHIVES LE DEVOIR

## 1- Quelle Grande Noirceur?

Les révolutionnaires tranquilles ont sculpté sur mesure le mythe de la Grande Noirceur. Le temps serait-il venu de s'en débarrasser?

CHRISTIAN RIOUX

«C'est plus qu'un changement de gouvernement, c'est un changement de vie [...]. Le peuple méritait cette victoire. Malgré les chaînes, il a voulu se libérer de l'esclavage.»

Ces mots ne sont ni ceux de Martin Luther King, ni ceux d'Abraham Lincoln. Ils sont plutôt du premier ministre libéral Jean Lesage, qui décrivait en ces termes sa victoire du 22 juin 1960 mettant fin aux 16 ans de règne de Maurice Duplessis. Dès le début de ce qu'on nommera la Révolution

VOIR PAGE A 12: RÉVOLUTION

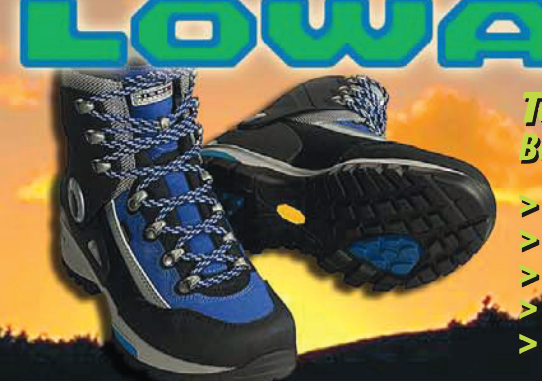
### INDEX

Actualités..... A 3	Idées..... B 5
Annonces..... C 10	Monde..... C 9
Avis publics.. C 6	Mots croisés. D 5
Bourse..... C 2	Météo..... C 7
Carrières..... C 8	Perspectives. B 1
Décès..... C 10	Rencontres... D 4
Économie..... C 1	Sports..... C 11
Éditorial..... B 4	Sudoku..... C 6



7 178313 02385 1

3 8



**LOWA Botte de marche**  
Tec-Treck avec membrane en Gore-Tex®  
Boîte de moyenne randonnée à usage multiple :

- > Membrane Gore-Tex®
- > Poids: 1,8 kg
- > Fabriquée en Italie
- > Semelles Vibram® multi-traction
- > Modèles Hommes seulement

Pour un temps limité, offertes à **149,99\$**  
Prix régulier\* : 400 \$  
\*prix régulier dans les boutiques spécialisées

**Pleinair ENTREPÔT**  
MONTRÉAL : 1451, AV. DU MONT-ROYAL EST  
514-525-5309  
BROSSARD : 6678, BOULEVARD TASCHEREAU  
450-672-3217



# une ÉVOLUTION naturelle

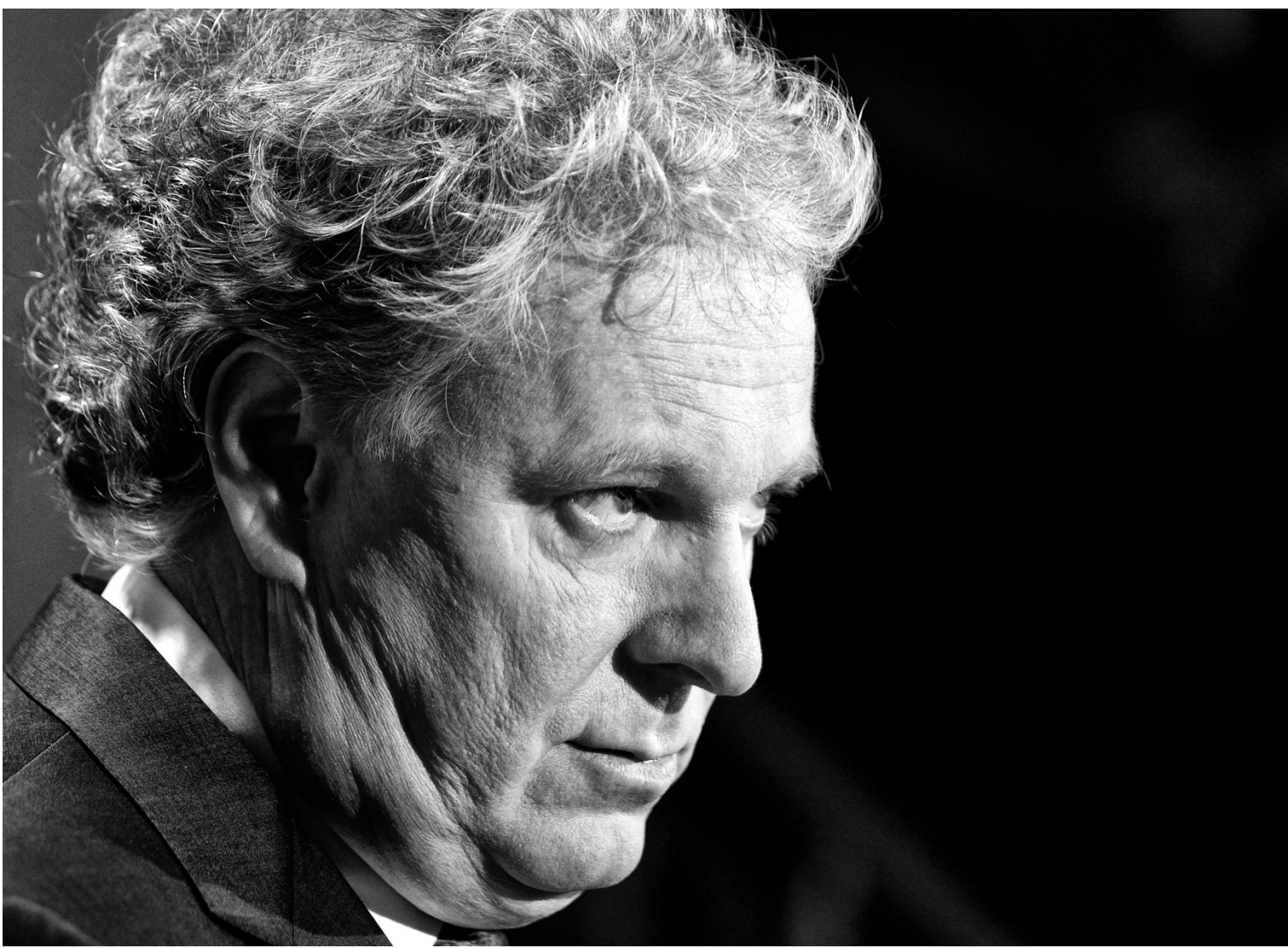
**C'EST NATUREL POUR NOUS DE REPENSER L'ÉNERGIE.** C'est naturel parce que le gaz naturel est plus qu'une source d'énergie. C'est une source d'inspiration.

C'est l'énergie que nous privilégions au quotidien. C'est aussi l'énergie qui nous motive à proposer des solutions énergétiques globales, dans la poursuite de notre engagement à créer de la valeur maintenant et pour les générations à venir.

Parce que nous avons la conviction que **LA VIE EN MIEUX, C'EST LA VIE EN BLEU.**

 **Gaz Métro**  
la vie en bleu

Visitez [gazmetro.com/bleu](http://gazmetro.com/bleu) pour découvrir nos projets.



Selon Jean Charest, le rapport du BAPE permettra d'assurer un développement à la fois prudent et correct et qui respecte les principes du développement durable.

JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

## COMMISSION BASTARACHE

# Charest juge que son témoignage changera peu les perceptions

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le premier ministre Jean Charest ne croit pas que le témoignage qu'il livrera à la commission Bastarache la semaine prochaine changera grandement les perceptions de la majorité de la population.

«Les questions de sondage, bien moi, ce n'est pas là-dessus que je suis et je ne m'attends pas à de grands changements», a affirmé hier Jean Charest lors d'un point de presse tenu en marge du caucus des députés libéraux.

Le premier ministre a prévenu qu'il ne fallait pas s'attendre «à de grandes surprises» ou encore «à des feux d'artifice» quand il se présentera devant le commissaire Michel Bastarache et ses procureurs. «Je vais aller expliquer simplement les choses comme elles sont, puis je vais répondre aux questions. Je vais faire ça très ouvertement», a-t-il dit.

En dépit d'une semaine où la version de Marc Bellemare a été mise à rude épreuve par les témoignages de son chef de cabinet de l'époque, Michel Gagnon, son attaché de presse, Jacques Tétreault, et le sous-ministre Michel Bouchard, 58 % des répondants à un sondage Léger Marketing publié hier continuent de croire à la version de l'ancien ministre de la Justice. Seulement 14 % des personnes interrogées pensent que Jean Charest dit la vérité.

Pour la crédibilité de Marc Bellemare, c'est une baisse 11 points de pourcentage par rapport à une enquête effectuée le 25 août dernier. Le premier ministre, de son côté, fait du surplace.

Citant les 26 ans qui se sont écoulés depuis son élection comme député conservateur, Jean Charest a rappelé qu'il en avait vu d'autres. «Je connais assez la politique pour savoir que ce n'est pas le jugement d'une seule journée ou d'une seule période qui compte», a-t-il indiqué.

Même si l'opinion publique ne semble pas lui être favorable, Jean Charest a défendu sa décision de tenir la commission Bastarache. «C'était la bonne décision», a soutenu le premier ministre. «Nous avons créé cette commission parce que nous avons une grande foi dans notre système judiciaire et dans son intégrité», a-t-il dit. «Je pensais, et je continue de penser que c'était extrêmement important que nous traitions des allégations de M. Bellemare compte tenu de leur gravité.»

Le mandat de la commission Bastarache, qui devait remettre son rapport le 15 octobre, sera prolongé. Pour Jean Charest, c'est une affaire entendue. Même s'il n'a pas encore reçu de demande en ce sens, il acceptera de donner plus de temps à la commission, a signifié le premier ministre.

Le Devoir

## GAZ DE SCHISTE

# Le gouvernement ira de l'avant

## Charest confirme avant même que le BAPE ne commence ses travaux

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le premier ministre Jean Charest a confirmé, hier, que son gouvernement a déjà décidé d'aller de l'avant avec l'exploitation du gaz de schiste, avant même que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) n'amorce ses travaux sur le sujet.

«Est-ce que le Québec va mettre en valeur son potentiel de gaz naturel? La réponse, c'est oui. Est-ce que ça va se faire au détriment de l'environnement? Bien, la réponse, c'est non», a déclaré Jean Charest au cours d'un point de presse tenu à l'issue du caucus pré-sessionnel des députés libéraux.

L'exploitation du gaz de schiste aura certes un impact sur l'environnement, comme toute activité humaine, a relativisé le premier ministre. «L'enjeu, c'est de savoir comment nous pouvons minimiser l'impact que nous avons sur l'environnement. C'est ça, la vraie question», a-t-il dit.

### Aucunement démonté

Jean Charest n'est aucunement démonté par la prise de position que d'anciens commissaires du BAPE ont rendue publique dans les pages du *Devoir* hier. Selon ce collectif de 11 spécialistes, le mandat restreint que le gouvernement a confié à l'organisme

pour examiner l'exploitation du gaz de schiste «impose des contraintes telles que le BAPE ne dispose ni du temps ni des ressources nécessaires pour susciter le débat public rigoureux et crédible requis afin de répondre aux questions et aux

«L'enjeu, c'est de savoir comment nous pouvons minimiser l'impact que nous avons sur l'environnement. C'est ça, la vraie question.»

craintes exprimées concernant le développement de cette filière gazière en territoire québécois.

«On ne réinvente pas la roue. Il y a du gaz de schiste ailleurs, puis il y a des expériences ailleurs dont nous allons nous inspirer», a fait valoir M. Charest. Il a par ailleurs reconnu que «dans le cas du gaz de schiste, c'est relativement nouveau partout dans le monde».

L'exploitation de cette filière ne se fera pas n'importe comment, a assuré le premier ministre, qui promet un développement «à la fois prudent et correct et qui respecte les principes du développement durable».

C'est ce à quoi le rapport du BAPE servira, a-t-il fait valoir.

Pour Jean Charest, tout l'aspect économique de l'exploitation

de la filière, que le BAPE n'abordera pas en raison des limites de son mandat, notamment la question des redevances, relève de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau. La ministre doit déposer cet automne un projet de

loi sur l'exploitation des ressources gazières et pétrolières. Le BAPE, dont les travaux commencent le 4 octobre prochain, ne

déposera son rapport que quatre mois plus tard, le 4 février, une fois que le gouvernement aura fait son nid.

### Le BAPE «semble satisfait»

Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Pierre Arcand, a fait valoir hier qu'en dépit de l'opinion des anciens commissaires, «les gens qui dirigent actuellement le BAPE semblent satisfaits de leur mandat». C'est un «mandat d'enquête et d'audiences publiques» ce qui

s'oppose au «mandat générique» que réclament les anciens commissaires du BAPE. Le ministre a cité l'exemple du mandat, limité à quatre mois et demi, que le gouvernement a donné au BAPE en 2004 relativement aux secousses sismiques dans le golfe du Saint-Laurent.

Dans leur examen de la filière du gaz de schiste, les commissaires du BAPE «ont toutes les ressources» nécessaires, a avancé Pierre Arcand. Ils pourront se rendre à l'étranger et interroger de «nombreux experts scientifiques du monde entier».

Pour l'opposition officielle, qui a déjà réclamé un moratoire sur l'exploration liée au gaz de schiste, le gouvernement Charest doit modifier le mandat du BAPE. «Maintenir le mandat limité du BAPE, c'est condamner le Québec à un développement anarchique de cette filière sans connaître tous les impacts», écrit la députée de Vachon et porte-parole péquiste en matière d'environnement, Martine Ouellet, qui a déploré «l'amateurisme» de la ministre Normandeau.

Le Devoir

## Science de la datation Quand l'atome réécrit la préhistoire



### Conférence de Hélène Valladas

Hélène Valladas est chercheuse au Centre des faibles radioactivités et au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement du CNRS et du Commissariat à l'énergie atomique, en France.

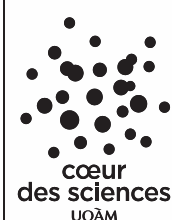
Quand l'homme moderne est-il vraiment apparu en Europe et au Proche-Orient? Les nouvelles techniques de datation basées sur la science de l'atome font maintenant reculer de plusieurs milliers d'années certains événements. Les plus petits résidus peuvent maintenant parler et dire la vérité, toute la vérité.

**Mercredi 22 septembre à 19h**

Adultes : 6 \$, étudiants et aînés : 2 \$

Amphithéâtre (SH-2800) du pavillon Sherbrooke de l'UQAM  
200, rue Sherbrooke Ouest  
Métro Place-des-Arts

RÉSERVATIONS : [www.coeurdessciences.uqam.ca](http://www.coeurdessciences.uqam.ca)



## Cette semaine à l'UPop Montréal...

### Le cinéma et les arts

Café de la Cinémathèque québécoise - 335, boul. Maisonnette E.  
lundi 20 sept. 19h **Penser le septième art**

### Les dynamiques du désir

Centre de loisirs Lajeunesse - 7378, rue Lajeunesse, local 312  
jeudi 23 sept. 19h **Introduction au désir :  
Qu'est-ce que le désir ?  
Comment se manifeste-t-il ?**



## APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

# ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC

HONNEUR AU PEUPLE DU QUÉBEC



### MISE EN CANDIDATURE

Pour soumettre une candidature à l'Ordre national du Québec, il suffit de télécharger le formulaire de présentation (en format Word) déposé sur le site de l'Ordre, à l'adresse : [www.ordre-national.gouv.qc.ca](http://www.ordre-national.gouv.qc.ca).

Le formulaire doit parvenir au Secrétariat de l'Ordre national, au plus tard le 12 novembre 2010, par courrier électronique et par courrier postal, aux adresses apparaissant ci-dessous.

Chaque candidature doit être parrainée soit par deux personnes, soit par un organisme ou une association.

### CRITÈRE D'ADMISSIBILITÉ

Est admissible toute personne née ou résidant au Québec, à l'exception des membres de l'Assemblée nationale.

### CHOIX DES CANDIDATURES

Les candidatures seront analysées par le Conseil de l'Ordre, chargé de donner son avis au premier ministre. Le nom des récipiendaires sera annoncé par communiqué de presse, au printemps 2011.

Secrétariat de l'Ordre national du Québec  
Ministère du Conseil exécutif  
875, Grande Allée Est, bureau 3.221  
Québec (Québec) G1R 4Y8  
Téléphone : 418 643-8895  
Télécopieur : 418 646-4307  
Courriel : [ordre-national@mce.gouv.qc.ca](mailto:ordre-national@mce.gouv.qc.ca)

L'Ordre national du Québec est la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec. Le premier ministre confère ainsi à des personnalités émérites le titre de grand officier ou de grande officière, d'officier ou de chevalier, de chevalier ou de chevalière de l'Ordre.

Cet hommage témoigne de la fierté qu'inspirent au peuple québécois les actions éminentes accomplies par ceux et celles qui ont marqué de façon exceptionnelle le Québec ou qui ont permis son rayonnement dans l'un ou l'autre des secteurs de l'activité québécoise.

## ACTUALITÉS

Registre des armes à feu

## Layton a « perdu une certaine crédibilité », dit une ex-candidate vedette

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — L'ancienne candidate du NPD dans Westmount, Anne Lagacé Dowson, a vivement critiqué hier le travail fait par Jack Layton dans le dossier du registre des armes à feu, estimant qu'il a « perdu une certaine crédibilité ».

Candidate-vedette du NPD en 2008, Mme Lagacé Dowson a affirmé à la radio de Radio-Canada hier matin que Jack Layton se « cache derrière le fait que le projet de loi semble avoir été initié par un individu, alors que [le ministre conservateur] John Baird le défend. C'est clair qu'il a été endossé par le Parti conservateur ».

Elle faisait référence au projet de loi C-391 proposé par la députée conservatrice Candice Hoepfner, qui veut retirer les armes d'épaule du registre et qui sera soumis au vote de la Chambre des communes le 22 septembre. Généralement, les votes des projets de loi de ce type ne sont pas soumis à la ligne de parti.

Cette fois, tant les libéraux que les bloquistes et les conservateurs ont indiqué que leur caucus voterait d'un

même élan. Seul le NPD permettra un vote selon la conscience de chacun. Lors du vote initial aux Communes, 12 des 36 députés néodémocrates avaient appuyé le projet de Mme Hoepfner. Depuis, Jack Layton a réussi à convaincre au moins cinq des députés réticents à changer d'idée, mais le résultat du vote demeure incertain.

Affirmant que le NPD « n'a pas été à la hauteur » dans ce dossier, Mme Lagacé Dowson estime que le parti « a perdu contact avec la société civile, avec les mouvements qui pourraient leur rappeler la conscience politique à la base du NPD ». Mme Lagacé Dowson a été candidate dans Westmount-Ville-Marie en 2008. Au terme d'une longue campagne électorale, elle avait terminé deuxième au scrutin général et recueilli 8900 voix, contre 18 000 pour le libéral Marc Garneau.

Au NPD, on expliquait hier qu'il n'existe plus de liens entre Anne Lagacé Dowson et le parti. Elle n'a pas renouvelé sa carte de membre, échue depuis juillet 2009. « C'est son analyse personnelle de la situation, qu'on ne partage évidemment pas », indique-t-on.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'Institut de la statistique du Québec estime que la disparition du questionnaire long entraînera des coûts supplémentaires pour lui.

RECENSEMENT

## L'ISQ insiste: le questionnaire long doit rester obligatoire

LIA LÈVESQUE

L'Institut de la statistique du Québec maintient que le questionnaire long du recensement de 2011 doit être obligatoire « même si cela signifie de reporter la date de ce recensement ». Il propose par ailleurs une solution pour le recensement de 2016.

L'Institut, un organisme neutre qui diffuse des informations statistiques sur différents sujets d'intérêt, était sorti exceptionnellement de son mutisme, l'été dernier, lorsque la controverse avait éclaté concernant la décision du gouvernement fédéral de remplacer le questionnaire long et obligatoire du recensement par un questionnaire volontaire. Il avait dénoncé cette décision fédérale, arguant qu'elle atténuerait la qualité de l'information, sa fiabilité,

sa cohérence et les possibilités de comparaison.

Loin de baisser les bras, même pour le recensement de 2011, l'Institut revient à la charge, affirmant que la disparition du questionnaire long entraînera des coûts supplémentaires pour lui et pour les administrations publiques qui se servent de ces statistiques, « autant au fédéral, aux différents paliers gouvernementaux provinciaux et territoriaux, aux niveaux régionaux, municipaux et locaux », a souligné en entrevue avec La Presse canadienne le directeur général de l'Institut de la statistique du Québec, Stéphane Mercier.

L'Institut ne peut toutefois évaluer ces coûts supplémentaires. « Nous ne les avons pas chiffrés, quoique nous avons posé des questions, et nous avons quand même de l'information qui nous permet de constater qu'il va y avoir un tel problème », a prévenu M. Mercier.

« Si le recensement ne donne pas la qualité de l'information

qui est attendue, il va devoir y avoir des travaux qui vont être faits pour valider la qualité de ces données-là, donc des analyses de données. Aussi, s'il y a des informations qui ne sont plus disponibles parce que les gens ne répondent pas avec un taux de réponse suffisamment élevé, il va devoir y avoir des enquêtes supplémentaires pour pallier ce manque de données là, pour pouvoir informer les preneurs de décisions pour la suite des choses », a précisé M. Mercier.

Pour clarifier la situation en vue du recensement de 2016, l'Institut propose que Statistique Canada instaure « rapidement » un mécanisme de consultation des parties intéressées et étudie les meilleures pratiques en la matière ailleurs dans le monde. Des recommandations seraient ultimement formulées à temps pour le recensement de 2016.

La Presse canadienne

STADE OLYMPIQUE

## Québec ne dit pas non au toit rétractable

JEANNE CORRIVEAU

Québec n'est pas totalement fermé à l'idée d'un toit rétractable pour le Stade olympique, mais préfère attendre les recommandations de la Régie des installations olympiques (RIO) avant de se prononcer sur le projet soumis par la firme Dessau et l'inventeur François Delaney.

Le toit rétractable du consortium Dessau-EllisDon n'est pas conforme à l'avis d'intention lancé en juin par la RIO, qui exigeait un toit fixe. Néanmoins, la ministre du Tourisme responsable de la RIO, Nicole Ménard, s'attend à ce que le jury chargé d'étudier les propositions soumises à la RIO se prononce de façon plus globale sur le projet de toit rétractable, a indiqué hier son attachée de presse, Julie Boivin.

« Pour l'instant, le jury ne se penche pas sur la proposition de toit rétractable, a-t-elle dit. Mais ils [les membres du jury] ne peuvent pas faire comme s'ils ne l'avaient pas reçue. »

Rappelons que le 27 août dernier, la RIO a reçu deux projets du consortium Dessau-EllisDon, soit celui d'un toit fixe en conformité avec l'avis d'intention et celui d'un toit rétractable autoportant imaginé par François Delaney et formé de deux demi-coupoles mues par un système actionné à l'air comprimé.

La décision d'opter pour un toit fixe date de 1993 et elle a été entérinée par le Conseil des ministres, a rappelé hier Mme Boivin: « Par le passé, les toiles rétractables étaient bien belles, mais on a mis la sécurité des gens en danger et ça coûté une fortune. Ce que la RIO et le gouvernement cherchent présentement, c'est une solution durable, sécuritaire et fiable. »

Le jury a jusqu'au 30 septembre pour faire des recommandations à la RIO, qui en fera à son tour au gouvernement.

Jeudi, Dessau et François Delaney ont invité les médias à prendre connaissance du projet, maquette à l'appui. Ils souhaitent que la RIO et le gouvernement prennent en considération l'option d'un toit rétractable qui permettrait la tenue d'événements sportifs. Avec un toit fixe, on condamnera le Stade au statut de centre de foire, ont-ils fait valoir.

Il n'a pas été possible hier d'obtenir les commentaires du maire Gerald Tremblay, mais le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, croit qu'un toit ouvrant, s'il a démontré sa fiabilité, est de loin préférable à un toit fixe.

Le Devoir

## Déjeuner-causerie

www.irpp.org

## UN DIPLÔME POSTSECONDAIRE CANADIEN : UN TREMPLIN VERS DES EMPLOIS DE QUALITÉ POUR LES IMMIGRANTS ?

Le lundi 20 septembre 2010, de 11 h 45 à 14 h  
Loews Hôtel Vogue, 1425, rue de la Montagne, Montréal

À partir d'une analyse détaillée de la situation sur le marché du travail des immigrants détenant un diplôme postsecondaire canadien, les auteurs de cette étude de l'IRPP constatent que l'âge à l'arrivée au pays joue également un rôle important dans l'intégration économique des immigrants.

Mel Cappe, président de l'Institut de recherche en politiques publiques, vous invite à une discussion avec :  
Maude Boulet et Brahim Boudarbat (École des relations industrielles de l'Université de Montréal), auteurs de l'étude  
Yves-Thomas Dorval (Conseil du patronat du Québec), commentateur  
Jane Prud'homme (Maison internationale de la Rive Sud), commentatrice

Information : 514 787-0746  
Inscription : www.irpp.org  
Avec l'appui du Devoir

IRPP ■ 1470, rue Peel, bureau 200 ■ Montréal (Québec) H3A 1T1 ■ 514.985.2461

DENISE NOËL, M.A., M.Sc.

PSYCHANALYSTE et  
TRAVAILLEUSE SOCIALE, membre de l'O.P.T.S.Q.

PSYCHOTHÉRAPIE ANALYTIQUE, PSYCHANALYSE  
CONSULTATION TRANSCULTURELLE, SUPERVISION CLINIQUE

514 482 9059 Métro Villa-Maria

## centre culturel chrétien de MONTRÉAL

Gouvernance et crédibilité de l'Église  
Avec Hélène Pelletier-Baillargeon  
et Gilles Routhier

Jeudi, le 23 septembre 2010, à 19 h 30  
Église des Dominicains - 2715, côte Sainte-Catherine

Contribution suggérée : 5 \$ — 514.738.6664

## Kellogg-Schulich

PROGRAMME DE MBA POUR CADRES

Le MBA pour cadres de Kellogg-Schulich est classé premier au Canada par le *Financial Times* de Londres. Le *Wall Street Journal* classe le réseau mondial de programmes de MBA pour cadres de la Kellogg School of Management (qui comprend celui de Schulich) au premier rang mondial.

## Le MBA pour cadres à l'intention des leaders mondiaux

Kellogg-Chicago, É.-U. Kellogg-Schulich Toronto, Canada  
Kellogg-Miami Miami, É.-U. Kellogg-Recanati Tel Aviv, Israël  
Kellogg-WHU Vallendar, près de Francfort, Allemagne  
Kellogg-HKUST Hong Kong, Chine

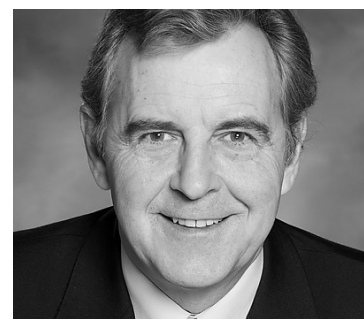
● Réseau d'établissements partenaires du programme de MBA pour cadres de Kellogg

Pour de plus amples détails sur la séance d'information qui se déroulera à Montréal le 22 septembre et sur les entretiens préliminaires pour la prochaine date du programme de MBA pour cadres (janvier 2011), composez le 1-888-736-3810 (sans frais) ou rendez-vous à l'adresse :

www.emba.schulich.yorku.ca



Carrie Bois  
BSc (sciences infirmières)  
Promotion MBA pour cadres de 2011  
Vice-présidente principale et directrice  
Centre national des opérations  
Aon Reed Stenhouse Inc.  
Toronto (Canada)



VILLE DE MONTRÉAL

## Décès du conseiller Laval Demers

Le conseiller municipal Laval Demers, de l'arrondissement de Saint-Laurent, est décédé jeudi à l'âge de 57 ans des suites d'un anévrisme cérébral. Ce départ inattendu a été accueilli avec tristesse par le maire de Saint-Laurent, Alan DeSousa. Comptable agréé, M. Demers avait été élu pour la première fois au poste de conseiller de ville dans le district de Côte-de-Liesse en décembre 2004, à l'occasion d'une élection partielle. « La mort soudaine de Laval nous a foudroyés à la Ville, a indiqué le maire Gerald Tremblay. Laval était un homme intègre et d'une grande générosité. Afin de souligner notre grand respect pour lui, nous observerons une minute de silence lors du prochain conseil municipal. » Les funérailles de M. Demers auront lieu en l'église de Saint-Laurent le vendredi 24 septembre. — *Le Devoir*

porter

raffinée sur toute la ligne



# L'automne est de retour. Partez faire un tour.

## Économisez 20 % sur votre escapade.

Mentionnez le code **VILLE20**

Achat au moins 7 jours à l'avance.

Réservations en ligne ou auprès  
de votre agent de voyages.

D'ici lundi 20 septembre.

Vols au départ de Montréal. Réservez avant le 20 septembre.

Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 20 %.

Mentionnez le code **VILLE20** pour en profiter. Tarifs à partir de :

TORONTO 20 par jour <b>72* \$</b>	HALIFAX <b>96* \$</b>	ST. JOHN'S <b>120* \$</b>	SUDBURY <b>136* \$</b>	THUNDER BAY <b>112* \$</b>
BOSTON <b>168* \$</b>	CHICAGO <b>184* \$</b>	NEW YORK <b>97* \$</b>		

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

\* Réservez avant le 20 septembre 2010 pour vos trajets avant le 31 mars 2011. À l'exclusion de la période du 16 décembre 2010 au 5 janvier 2011. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. L'aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

[www.flyporter.com](http://www.flyporter.com)

# UNE CRISE POUR RIEN ?

## La pire crise depuis la Grande Dépression, mais ç'aurait pu être pire

La situation économique internationale est toujours fragile et les pays, dont le Canada, sortent de récession sévèrement meurtris

ÉRIC DESROSIERS

Ce fut la pire crise économique qu'ait connue le monde depuis la Grande Dépression. Et pourtant, nous fûmes chanceux.

Pendant un moment, les chefs d'État et les gouverneurs des grandes banques centrales ont bien pensé que le monde allait basculer dans le même cauchemar que celui commencé en 1929 et ayant mené à la Deuxième Guerre mondiale, rappelle en entrevue au *Devoir* Louis Pauly, professeur en économie politique internationale au Munk School of Global Affairs de l'Université de Toronto.

Heureusement, dit Louis Pauly, on s'est souvenu des leçons de la Grande Dépression. On a su éviter les pièges du laisser-faire économique, de l'isolationnisme et du protectionnisme. «On a aussi été chanceux, dit-il. Les choses auraient pu tourner différemment si le hasard avait voulu, par exemple, que les États-Unis soient gouvernés à ce moment-là par des démagogues irresponsables de droite comme ceux du Tea Party.»

Le Canada a aussi été chanceux, fait observer Steve Am-  
bler, professeur de théorie macroéconomique à l'Université du Québec à Montréal. Il est vrai que son système bancaire était plus solide et mieux encadré que les autres et que la crise des finances publiques des années 1990 l'avait amené à réduire considérablement sa dette. «Mais si la crise avait éclaté deux ans plus tard, est-ce que nos banques n'auraient pas eu le temps de se laisser entraîner dans le même genre de pratiques qu'aux États-Unis? Ça se peut. On avait déjà commencé.»

Bien que les pertes d'emplois y ont été soudaines et brutales, le Canada s'en est généralement mieux tiré durant la récession que les autres pays développés, rapporte Statistique Canada. Lorsque l'on compare cette crise aux précédentes, on constate que le produit intérieur brut (PIB) a chuté cette fois de 3,6 % en trois trimestres, en comparaison d'un recul de 4,9 % en six trimestres en 1981-1982, et de 3,4 % en quatre trimestres au début des années 1990.

«Si la crise avait éclaté deux ans plus tard, est-ce que nos banques n'auraient pas eu le temps de se laisser entraîner dans le même genre de pratiques qu'aux États-Unis?»  
Même si la récession est officiellement terminée depuis un an, Ottawa n'est toujours pas rassuré et a indiqué cette semaine qu'il pourrait prolonger la vie de certaines mesures de relance. Les pouvoirs publics s'inquiètent aussi du rythme affolant auquel continuent de s'endetter les Canadiens. À ce régime, ils dépasseront les Américains en ce domaine

politique est d'une morosité à couper au couteau ici», racontait cette semaine au téléphone, de là-bas, le professeur émérite de l'Université de Montréal, Ro-

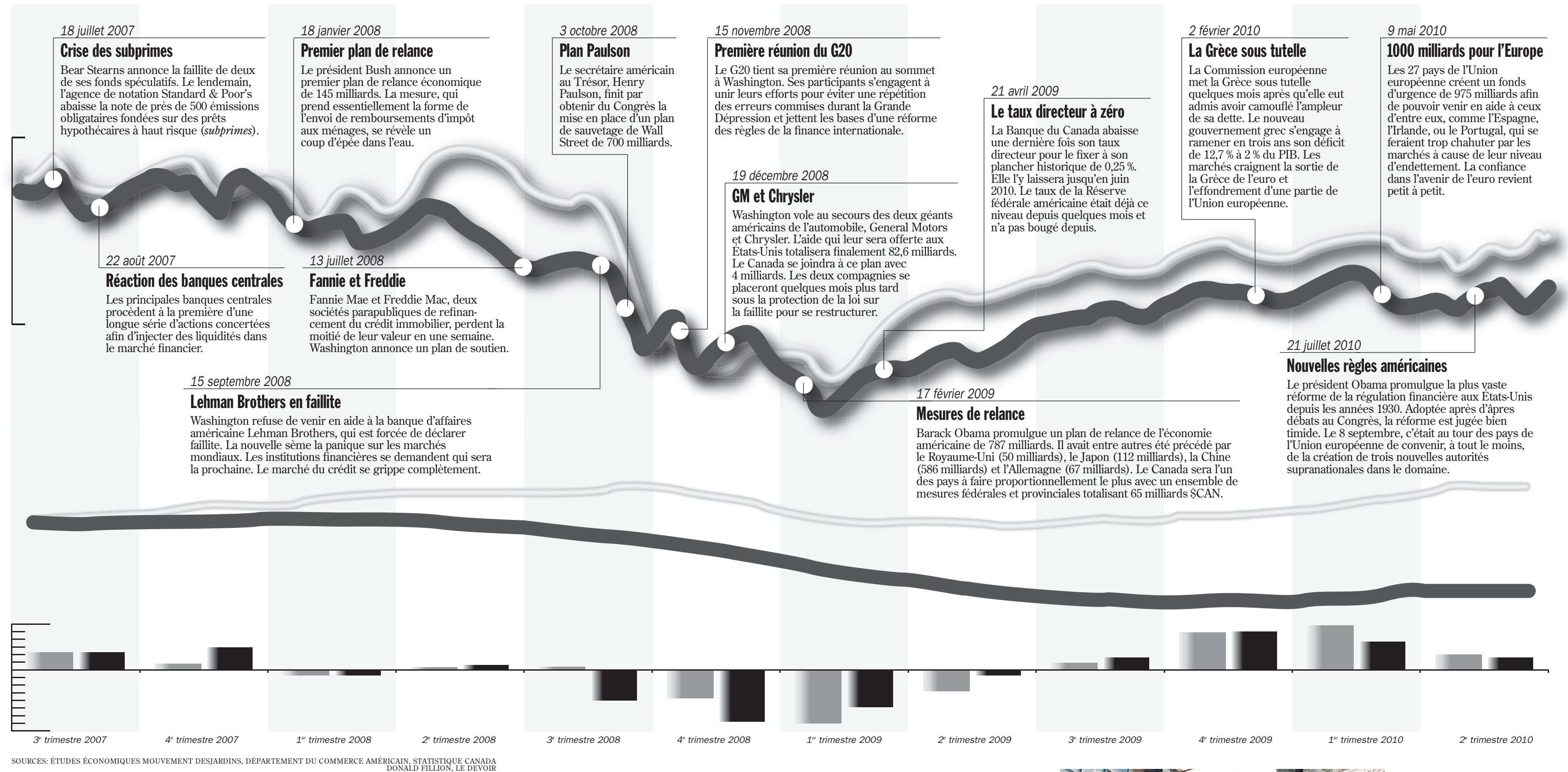
drigue Tremblay. L'emploi ne décolle pas et les prêteurs prennent plus de maisons que jamais. «Il faut s'attendre à ce que cette stagnation économique se prolonge au moins deux ans.»  
La situation n'est pas plus brillante dans l'Union européenne, à laquelle le Fonds monétaire international (FMI) prédit des taux de croissance de

15000  
Les marchés boursiers  
Dow Jones  
S&P/TSX

10000

Évolution du nombre d'emplois  
États-Unis  
Canada

Variation du PIB  
États-Unis  
Canada



SOURCES: ÉTUDES ÉCONOMIQUES MOUVEMENT DESJARDINS, DÉPARTEMENT DU COMMERCE AMÉRICAIN, STATISTIQUE CANADA DONALD FILLION, LE DEVOIR

seulement 1 % cette année et 1,6 % l'année prochaine.  
«Ce qui vient d'arriver n'est que le prologue, prévenait cette semaine le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney. Nous aurons pendant des années une croissance plus faible et un chômage supérieur.» Les pertes cumulatives de production économique de 2009 à 2012 au Canada pourraient ainsi s'élever, selon lui, à 9 % du produit intérieur brut (PIB), et même à 30 % à plus long terme.

Steve Ambler se garde bien de parler de la crise au passé. «On ne peut pas encore écrire son histoire parce que son dénouement demeure incertain. Si les choses venaient, par exemple, à mal tourner en Europe, avec leur problème de dette souveraine, cela pourrait nous faire tous replonger, et plus profondément encore.»

On dit aujourd'hui que le pays a regagné tous les emplois perdus durant la crise, mais Armine Yalnizyan invite à la prudence. «On est dans un marché où les employeurs ont le gros bout du bâton. La plupart de ces emplois créés sont à temps partiel, à statut précaire ou offrent des conditions de travail inférieures. C'est une tendance qui existait déjà, mais la crise l'a accélérée.»

Steve Ambler se garde bien de parler de la crise au passé. «On ne peut pas encore écrire son histoire parce que son dénouement demeure incertain. Si les choses venaient, par exemple, à mal tourner en Europe, avec leur problème de dette souveraine, cela pourrait nous faire tous replonger, et plus profondément encore.»

Le Devoir

## L'étude de l'économie n'a toujours rien d'une science exacte

ÉRIC DESROSIERS

La crise a secoué bien des certitudes sur lesquelles les économistes avaient l'habitude de se baser. Mais est-ce que cela va durer?

«De toutes les bulles économiques qui ont été créées, rares sont celles qui ont éclaté aussi fort que la renommée des sciences économiques», constatait l'an dernier la revue britannique *The Economist*. Du plus modeste travailleur à la reine d'Angleterre en personne, tous se sont demandé comment nos experts en économie pouvaient ne pas avoir vu venir une crise

de cette ampleur et avoir si mal conseillé nos pouvoirs publics auparavant.

«La crise a révélé des lacunes méthodologiques et pédagogiques importantes de notre profession, soupire le professeur émérite de l'Université de Montréal Rodrigue Tremblay. Notre approche a fini par être tellement rigide, et nos modèles tellement mathématisés que la réalité qui n'y colle pas nous échappe.»

La situation n'était pas différente avant la crise de 1929, note-t-il. Les théories de John Maynard Keynes étaient venues par la suite donner à la profession de nouveaux outils

conceptuels qui allaient être largement employés jusqu'au début des années 1980. «Pour l'heure, on attend toujours notre Keynes», dit l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce de René Lévesque et, jusqu'en 2005, le vice-président de l'Association internationale des économistes de langue française.

«Et maintenant? Économiste principal au Mouvement Desjardins, Mathieu D'Anjou est appelé à faire des prévisions économiques chaque jour. «La crise nous a peut-être amenés à nous poser un plus de questions qu'auparavant et à se



ARCHIVES REUTERS  
Le siège social de Lehman Brothers, à New York, au moment de la faillite en 2008. La planète économique était ébranlée.

méfier aussi un peu plus des visions trop optimistes. Mais les modèles avec lesquels nous travaillons sont restés les mêmes.»  
La science économique disposait déjà avant la crise de plusieurs outils pour détecter et comprendre les forces et faiblesses des marchés financiers, assure le professeur de théorie

macroéconomique à l'Université du Québec à Montréal, Steve Ambler. «Ces outils gagneraient sans doute à être encore raffinis, mais nous pouvons généralement dire comment et pourquoi une crise risque d'éclater. Ce que nous ne savons pas faire, c'est prédire "quand" la situation va basculer et tourner à la crise.»

Le Devoir

JOURNÉE D'INTRODUCTION À LA méditation avec MATTHIEU RICARD  
Demain, de 9h30 à 15h30  
Salle Marie Gérin-Lajoie (Pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM - Métro Berri-UQAM)  
Billets en vente à la Billetterie UQAM (514 987-3456), sur admission.com ou au 514 790-1245 / 1 800 361-4595  
Tous les profits sont versés à Karuna-Shechen

Psychanalyste Psychologue  
Monique Lévesque  
B.Ps. M. Ps. D.E.A. Ph.D. Cl. et psychan.  
Laurier  
514-844-9181

Congédié? Voyez François Gendron avocat L.L.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

Les Soirées Relations La justice sociale au cœur de nos débats  
Les 50 ans des indépendances africaines : Quel bilan, pour quel projet?  
L'année 2010 est marquée par la célébration des 50 ans d'indépendance de nombreux pays africains, dont 14 ex-colonies françaises. Ces pays ont été colonisés au nom d'un soi-disant idéal «civilisateur». Ils le sont maintenant au nom d'un «développement» basé davantage sur la croissance que sur la réalisation des droits humains fondamentaux. Comment distinguer leur part de responsabilité dans cette situation de ce qui relève de la logique dominante du système mondial? Quelle est la véritable nature de ces indépendances? Quel bilan en tirer après un demi-siècle?  
Nous en débattons avec :  
• Marie-Nathalie Leblanc, professeure au Département de sociologie de l'UQAM;  
• Ferdinand Mayega, journaliste et auteur de *L'avenir de l'Afrique: la diaspora intellectuelle interpellée*, Éditions l'Harmattan;  
• Erika Nimis, chargée de cours au Département d'histoire de l'UQAM.  
À Montréal  
Le mercredi 22 septembre 2010 de 19 h à 21 h 30  
À l'UQAM, pavillon Athanase-David (local D-R200)  
1430, rue Saint-Denis (Métro Berri-UQAM)  
Contribution suggérée: 5 \$  
Renseignements: www.cjfq.ca/soirees\_relations  
Mouboud Idir: 514-987-2541, poste 243 / midir@cjfq.ca  
Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi

VOTRE BIBLIOTHÈQUE : VOTRE ESPACE  
ATELIERS EXPOSITIONS CONFÉRENCES SCINÉMA  
LITTÉRATURE VOYAGES LOISIRS  
VIVRE SCIENCES ET TECHNOLOGIES HISTOIRE CULTURE  
MUSIQUE  
Et bien plus encore...  
BIBLIOTHÈQUES DE LAVAL complices de vos passions  
Wi-Fi GRATUIT  
311 OU 450 978-8000 (de l'extérieur de Laval) - www.ville.laval.qc.ca (onglet Culture / Bibliothèques)

## ACTUALITÉS

## De la civilité comme fondement de la démocratie

Dans sa conférence *Fuck you and other salutations*, Mark Kingwell explique que l'incivilité a en effet des conséquences plus graves que l'impolitesse

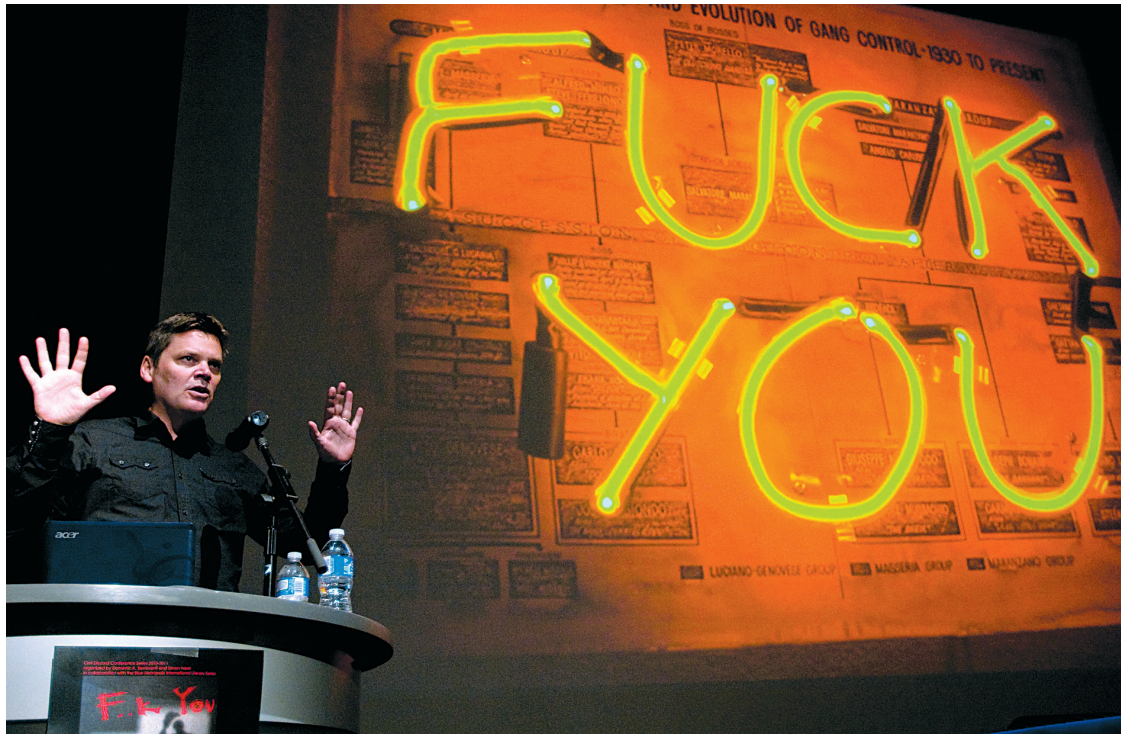
CAROLINE MONTPETIT

Un humoriste a un jour opposé deux caricatures illustrant respectivement les villes de New York et Los Angeles. La première, représentant New York, montrait un passant qui disait à un autre «*Fuck you!*», alors qu'une bulle de pensée au-dessus de sa tête indiquait qu'il pensait «*Have a nice day*». La seconde, illustrant Los Angeles, montrait à l'inverse un personnage disant «*Have a nice day*» à un autre, mais dont la bulle de pensée indiquait «*Fuck you!*». Cette bande dessinée était l'entrée en matière d'une conférence de Mark Kingwell, donnée hier à l'Université du Québec à Montréal, sur le thème «*Fuck you and other salutations: the unstable politics of civility*».

**C'est l'espace public qui devrait justifier la définition de l'espace privé, et non l'inverse**

**Nuisance**

Selon M. Kingwell, l'incivilité a en effet des conséquences



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Selon Mark Kingwell, qui était de passage hier à l'Université du Québec à Montréal, l'incivilité peut nuire au développement social de l'ensemble d'une communauté.

plus graves que l'impolitesse, en ce sens qu'elle peut nuire au développement social de l'ensemble d'une communauté. A titre d'exemple d'incivilité ou d'obstacle au bien-être du plus grand nombre, il cite la compétition dans la consommation,

qui pousse des consommateurs à consommer plus pour égaler leurs voisins, quitte à s'appauvrir collectivement. L'incivilité, qu'elle soit le fait de ceux qui profitent du système sans y contribuer, de ceux qui se retirent de la sphère pu-

blique, des tricheurs ou des trouble-fête, compromet la démocratie. A cet égard, Kingwell cite l'exemple de la prorogation du Parlement canadien décrétée par le premier ministre Stephen Harper l'hiver dernier. En principe, l'espace public

devrait servir au bien-être de tous. Mais la façon même dont les rues sont dessinées traduisent un certain esprit politique. «*En entrant à Westmount, par exemple, une personne peut sentir tout de suite qu'elle n'appartient pas à la communauté, même si ce n'est écrit nulle part*», dit le professeur de l'Université de Toronto. De même, un règlement qui permet de s'asseoir sur un banc public et non d'y dormir limite l'accès public à cet espace.

**Le public avant le privé**

Selon M. Kingwell, c'est l'espace public qui devrait justifier la définition de l'espace privé, et non l'inverse. Pour lui, pour arriver à créer un environnement juste dans les villes, où la densité de population implique nécessairement une certaine proximité, la citoyenneté devrait être un engagement, et la sympathie envers son prochain devrait être une valeur morale de la vie publique. La conférence de M. Kingwell était présentée par le groupe de recherche Zones de tensions de l'UQAM, en collaboration avec la Fondation Métropolis Bleu.

Le Devoir

## Les ingénieurs veulent stimuler l'économie d'énergie

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

Le Réseau des ingénieurs du Québec estime qu'il faut créer d'urgence un fonds d'auto-financement pour stimuler massivement les initiatives d'économies d'énergie au Québec.

Sans aller jusqu'à dire que le débat public actuel occulte les vraies priorités environnementales en matière d'énergie au profit du débat sur les gaz de schiste, le président du réseau, François Granger, estime qu'au chapitre de l'efficacité énergétique, c'est clair, «*le Québec dort au gaz...*».

Des fonds similaires à celui proposé par le Réseau des ingénieurs existent déjà aux États-Unis et se sont révélés d'une efficacité plus grande que les politiques de hausses de prix de l'électricité pour inciter les grands consommateurs à réaliser de substantielles économies d'énergie.

Ces grands consommateurs — institutions, commerces et industries (ICI) — «*affirment régulièrement et devant plusieurs tribunes, y compris la Régie de l'énergie, vouloir faire leur part d'économies au nom de la productivité ou de la réduction de notre empreinte écologique [...] mais que leurs investissements gagneraient à être soutenus par un financement adéquat*», précise François Granger.

Et cela, ajoute-t-il, va dans le sens des priorités des Québécois en faveur de l'efficacité énergétique, comme l'a démontré un tout récent sondage du *Devoir*, et aussi de la Stratégie énergétique du Québec 2006-2015.

**Deux types de fonds**

Il existe en gros deux types de fonds d'auto-financement de l'efficacité énergétique.

Le premier, soit le modèle suggéré par le Réseau des ingénieurs, prête aux entreprises, voire aux individus, l'argent nécessaire à la réalisation d'un plan d'économies. Ce prêt est remboursé avec l'argent économisé, de sorte que la facture d'énergie du consommateur est maintenue à son niveau actuel jusqu'au remboursement final. Ensuite, le bénéficiaire garde évidemment pour lui les économies réalisées.

Le deuxième modèle a été mis au point aux portes du Québec, soit au Vermont. En plus de proposer un prêt remboursable avec les économies d'énergies réalisées, l'organisme chargé de réduire la consommation globale de cet État paie lui-même une partie substantielle de la facture des transformations proposées au bénéficiaire du prêt.

Selon le cas, cela peut aller jusqu'à la moitié de la facture. L'argent de cette subvention est considéré comme un rachat par l'État des mégawatts autrefois gaspillés par des équipements peu performants. Le Vermont peut ainsi racheter des «*negawatts*», soit des mégawatts économisés, à un prix inférieur à celui des mégawatts qu'il faudrait produire pour satisfaire les nouveaux utilisateurs. Le bénéficiaire du prêt bénéficie pour sa part d'une facture sensiblement réduite, ce qui explique que cet État voisin du Québec a battu en Amérique du Nord tous les records d'efficacité énergétique sans augmenter substantiellement la facture d'électricité de ses clients, soit la stratégie californienne, qui s'est révélée beaucoup moins efficace à l'usage.

Le Devoir

DÈS AUJOURD'HUI À LA SAQ

LIVRE DE RECETTES GRATUIT

À L'ACHAT DE 2 BOUTEILLES DE LA VALLÉE DU RHÔNE



La modération a bien meilleur goût.

Educalcool

Les Vins de la Vallée du Rhône



PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS



18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. À partir du 18 septembre 2010, un (1) livre de recettes *Elle à Table* (Code SAQ: 11351640), d'une valeur de 12,00 \$, sera remis à l'achat de deux (2) bouteilles de vin de la Vallée du Rhône de 750 ml et plus. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. La quantité est limitée à 40000 livres de recettes pour tout le réseau et SAQ.COM. La quantité de livres de recettes par succursale peut varier. Aucune substitution possible. Cette promotion ne peut être convertie en crédit. La promotion est en vigueur jusqu'à épuisement des livres de recettes. La SAQ peut mettre fin à cette promotion en tout temps. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans et plus.



## ACTUALITÉS

## La Ville de Québec est à l'étroit dans le «Taj Mahal»

ISABELLE PORTER

Québec — Surnommé le «Taj Mahal», le spacieux hôtel de ville qu'avait fait construire à grands frais la mairesse Boucher au milieu des années 1990, manque aujourd'hui d'espace. À tel point que la Ville de Québec doit désormais louer des locaux aux alentours pour loger ses employés.

Le comité exécutif de la Ville a approuvé cette semaine la location de près de 6000 pieds carrés d'espaces à bureaux à proximité de l'ancien hôtel de ville de Sainte-Foy qui sert notamment de bureau d'arrondissement depuis les fusions municipales.

Quand on sait à quel point Mme Boucher était opposée aux fusions, «c'est un peu ironique» que ce soit elles qui aient finalement mené à une «utilisation efficiente» des lieux, fait remarquer le porte-parole de la Ville, Jacques Perron.

Il faut en outre se rappeler à

quel point l'immeuble paraissait trop grand pour les besoins de Sainte-Foy quand Mme Boucher cherchait à faire accepter le projet. Peu après sa construction en 1996, l'immeuble de 41 millions comptait pratiquement tout un étage de vide.

Baptisé le «Taj Mahal» par André Arthur, animateur à la radio et député indépendant au fédéral, le bâtiment de la rue de l'Église a longtemps été perçu comme un caprice de la mairesse, qui avait tenu à réaliser le projet malgré son rejet par référendum en 1992.

Aujourd'hui, l'immeuble abrite en plus du bureau d'arrondissement, le siège social du service de police, les bureaux de la Communauté métropolitaine de Québec et ceux de la division des technologies de l'information. Ce sont d'ailleurs des employés de ce dernier service qui ont été déménagés dans les nouveaux bureaux.

Le Devoir

## Des quartiers sans voitures à Montréal?

Des experts y réfléchiront en marge de la journée En ville sans ma voiture

JEANNE CORRIVEAU

Honnie par les uns, jugée indispensable par les autres, l'automobile est de moins en moins la bienvenue en ville. Plusieurs villes européennes l'ont d'ailleurs bannie dans certains quartiers. Le concept de quartiers sans voitures, tel qu'il en existe à Munich ou à Cologne, peut-il être importé à Montréal? Des experts se pencheront sur la question la semaine prochaine lors d'activités organisées en marge de la traditionnelle journée En ville sans ma voiture.

Dans le quartier Arabella Park à Munich, en Allemagne, les voitures sont absentes. Construit au-dessus d'une station de métro, le quartier compte 10 000 habitants, 18 000 emplois, des commerces, des hôpitaux et restaurants.

À Cologne, un tout nouveau quartier résidentiel de quatre

hectares comportant 425 unités et appelé Stellwerk 60 a vu le jour au cours des dernières années. Ceux qui ont choisi d'y habiter ont signé un contrat assurant qu'ils renoncent à la voiture. Les véhicules d'urgence sont à peu près les seuls qui peuvent y circuler et les quelques places de stationnement sont réservées à l'autopartage et aux visiteurs.

Les projets de quartiers sans voitures ou à circulation automobile réduite peuvent-ils se réaliser à Montréal? Voilà la question que s'est posée le Centre d'écologie urbaine, qui a invité des spécialistes européens, dont Markus Heller, architecte et président d'Autofrei wohnen (vivre sans voiture) à Berlin, pour en discuter à l'occasion de la Semaine Quartiers sans voitures qui se déroulera à Montréal la semaine prochaine.

Cet événement n'est pas étranger à la tenue de la journée En ville sans ma voiture, organisée par l'Agence métropolitaine de transport (AMT), qui aura lieu mercredi. Un périmètre du centre-ville de Montréal sera alors fermé à la circulation automobile entre 9h et 15h30. Mais pour le Centre d'écologie urbaine, le temps était venu d'aller plus loin et de débattre des quartiers sans voitures. «Les citoyens sont prêts, car c'est un milieu de vie agréable et de qualité, mais il faut trouver les bons lieux», explique Luc Rabouin, directeur du Centre d'écologie urbaine. Selon lui, Montréal a manqué une «occasion en or» de réaliser un tel projet sur le site des anciens ateliers municipaux, à côté du métro Rosemont.

Lors de consultations en 2006, Projet Montréal avait d'ailleurs suggéré d'en faire un îlot sans autos. «Malheureusement, on a manqué cette occasion», déplore le chef de Projet



CRÉDIT MARKUS HELLER

Les résidents du quartier résidentiel Stellwerk 60, à Cologne, ont signé un contrat assurant qu'ils renoncent à la voiture.

Montréal, Richard Bergeron. «Ça aurait été une première expérimentation intéressante.»

Comme pour les rues piétonnes, le concept de quartiers sans voitures fera son chemin

se entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent. Le maire de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, François Croteau, y voit un potentiel intéressant. «Mon objectif ultime est d'arriver avec un vrai quartier vert comme on aimerait que Montréal soit dans le futur», dit-il. Un quartier sans voitures? «Personnellement, j'ai un préjugé très favorable envers ça, mais il faudra consulter les acteurs locaux.»

La gare de triage Outremont, le site autour de la station de métro L'Assomption ou celui de l'ancien hippodrome sont des lieux à considérer, estime Richard Bergeron

dans l'esprit des Montréalais, croit-il, et d'autres occasions se présenteront. Selon lui, la gare de triage Outremont, où l'Université de Montréal compte établir un campus, le site autour de la station de métro L'Assomption ou celui de l'ancien hippodrome devraient être considérés.

À proximité du métro Rosemont, un autre site reste à développer, celui du secteur Bellechâ-

se entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent. Le maire de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, François Croteau, y voit un potentiel intéressant. «Mon objectif ultime est d'arriver avec un vrai quartier vert comme on aimerait que Montréal soit dans le futur», dit-il. Un quartier sans voitures? «Personnellement, j'ai un préjugé très favorable envers ça, mais il faudra consulter les acteurs locaux.»

Le Centre d'écologie urbaine proposera des conférences sur le sujet la semaine prochaine ([www.ecologieurbaine.net/quartiers-sans-voitures](http://www.ecologieurbaine.net/quartiers-sans-voitures)). L'AMT organise aussi une série d'activités sur le thème des transports alternatifs ([www.amt.qc.ca](http://www.amt.qc.ca)).

Le Devoir

[www.artisan-du-store.ca](http://www.artisan-du-store.ca)

\*50%

de rabais ou installation gratuite

Stores sur mesures

\*Bois ou PVC

Horizontaux ou Verticaux

couleurs et teintes à votre choix

OPAQUES ou SOLAIRES

• Toiles à rouleau

• Stores romains

• Panneaux coulissants

• Persiennes

• Toiles opaques ou solaires sur mesure pour verrières

INSTALLATION GRATUITE



L'Artisan du Store

Fabriqué au Québec Service à domicile GRATUIT

Région de Montréal

514 231-8677

Laval et Rive-Nord

450 627-3716

Longueuil et rive-sud

450 445-9829

Région de Trois-Rivières

819 696-8677

Région de Québec

418 654-8677

Décoration Claude Bouchard

2362, Beaubien E,

Montréal (Qc)



## Escapade gourmande

À bord du Cavalier Maxim

Élégance et distinction!



Offrez-vous une table d'hôte 5 services

À partir de **81\$** par adulte, taxes et service en sus

Découvrez notre forfait Or Croisière, apéritif, repas, assiette de fromage, verre de porto et demi-bouteille de vin par personne.

À partir de **135\$** par adulte, taxes et services en sus



1 877 692.1159

Réservation en ligne

[croisieresaml.com](http://croisieresaml.com)

LE DEVOIR

Libre de penser

100 ans de regards sur l'information

## 100 ANS D'ÉDUCATION AU QUÉBEC

Une table-ronde à l'occasion du centenaire du journal

Date : 28 septembre 2010

Heure : 17h30 à 19h30

Lieu : Chapelle du Musée de l'Amérique française

2, côte de la Fabrique, Québec

Gratuit, mais inscription obligatoire au [www.inm.qc.ca](http://www.inm.qc.ca)



Éric Bédard

Historien



Robert Bisailon

Ex sous-ministre au ministère de l'Éducation



Michel Perron

Professeur à l'UQAC et titulaire de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes



Jean-Pierre Proulx

Journaliste et professeur retraité du Devoir et de l'Université de Montréal

Une table-ronde animée par Françoise Guénette, journaliste

Allocution d'ouverture  
BERNARD DESCÔTEAUX,  
Directeur, Le Devoir

Synthèse et conclusion  
MARIE-ANDRÉE CHOUINARD,  
Éditorialiste, Le Devoir

De la création du ministère de l'Éducation au rapport Parent, en passant par l'accès universel à l'éducation, la création des cégeps et la réforme, quels sont les grands moments des cent dernières années qui ont marqué le Québec?

Avec nos invités, nous jetterons un regard sur l'histoire de l'éducation au Québec pour en tirer des leçons.

Les enjeux sont multiples. Nous nous attarderons principalement à trois dimensions :

1. Les événements qui ont marqué l'éducation depuis les 100 dernières années
2. Les moments qui ont le plus marqué nos invités
3. Les grands défis du Québec de demain

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE  
Québec

L'ÉVÉNEMENT  
**100%**  
 GROS BON SENS



JUSQU'À **4000**\$ DE RABAIS  
 SUR NOS MODÈLES 2010 À LIQUIDER.



Coupé Altima 3.5 SR illustré

Coupé  
**ALTIMA**  
 2.5 S 2010

**28 963**\$ Prix initial  
**-4 000**\$ Rabais à l'achat comptant

Prix révisé  
**24 963**\$\*

**25 413**\$ Prix initial  
**-4 000**\$ Rabais à l'achat comptant

Prix révisé  
**21 413**\$\*

Berline  
**ALTIMA**  
 2.5 S 2010



Berline Altima 3.5 SR illustrée



VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI. OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE\*\* [nissan.ca](http://nissan.ca)

DÉCOUVRIR...un nouveau sens

\* Prix de vente à partir de 24 963\$ pour la Altima coupé 2010 à transmission manuelle (T2RG50 AA00) (incluant le rabais de 4000\$) / 30 696\$ pour la Altima coupé 3.5 SR 2010 telle qu'illustrée (T2SG50 AA00), à transmission manuelle (incluant le rabais de 4000\$) / 21 418\$ pour la berline Altima 2.5 S 2010 à transmission manuelle (T4RG50 AA00) (incluant le rabais de 4000\$) / 29 058\$ pour la berline Altima 3.5 SR transmission CVT telle qu'illustrée (T4SG10 AA00) (incluant le rabais de 4000\$). Le rabais de 4000\$ applicable à l'achat au comptant d'une nouvelle Altima 2010 (excluant le modèle hybride) est déduit du prix négocié avant les taxes et ne peut être combiné à des taxes subventionnées de financement à l'achat ou la location. Tous les prix comprennent les frais de transport et de prélivraison, les taxes sur l'air climatisé et les taxes sur les pneus. † Offres disponibles exclusivement chez les concessionnaires participants. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut choisir commander ou échanger un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Taxes, immatriculation et assurance en sus et sont exigées à la livraison. Les offres de location/financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation du crédit, sont exclues, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis et ne peuvent pas être jumelés à aucune autre offre. Les prix incluent le rabais du fabricant. \* Estimation de la consommation de carburant, le kilomètre réel peut varier selon les conditions de conduite. À utiliser à titre comparatif seulement. \*\* Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartiennent à Nissan Motor Co., Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

# ACTUALITÉS

## INVESTISSEMENT PUBLIC DANS UN NOUVEL AMPHITHÉÂTRE À QUÉBEC

	Total		Région de Montréal		Région de Québec		Autres régions	
	Québec	Ottawa	Québec	Ottawa	Québec	Ottawa	Québec	Ottawa
TOTAL EN ACCORD	38 %	37 %	28 %	28 %	75 %	74 %	41 %	40 %
TOTAL EN DÉSACCORD	58 %	59 %	67 %	69 %	23 %	23 %	56 %	57 %

**COLISÉE** « Si le gouvernement veut arriver à vendre ce projet, ce qui est encore possible, il devra davantage miser sur les retombées économiques de l'amphithéâtre et l'activité économique que ça peut générer »

SUITE DE LA PAGE 1

en accord». À peine 4 % ont dit ne pas savoir ou ont refusé de répondre.

Le gouvernement fédéral devrait-il imiter Québec et investir des fonds publics à hauteur de 45 % dans un nouvel aréna multifonctionnel de 400 millions de dollars? Les résultats sont semblables: 59 % s'y opposent et 37 % se disent pour.

Selon Christian Bourque, vice-président de Léger Marketing, il ne faut pas interpréter ces chiffres comme un refus total du projet de la Ville de Québec ou encore un rejet du retour des Nordiques. «Tous les sondages montrent que les Québécois souhaitent le retour du hockey professionnel à Québec, mais le financement public pose problème. C'est comme ça depuis longtemps. Même quand les Expos de Montréal menaçaient de quitter la ville, les gens ne voulaient pas qu'on investisse des fonds publics», dit-il.

Le sondeur ajoute que l'incohérence du gouvernement Charest pèse dans la balance, lui qui récite depuis des mois que le Québec est dans une période d'austérité budgétaire et qu'il faut hausser les taxes pour équilibrer les finances publiques. «Les gens ne comprennent pas pourquoi il y a soudainement de l'argent», dit Christian Bourque. Si le gouvernement veut arriver à vendre ce projet, ce qui est encore possible, il devra davantage miser sur les retombées économiques de l'amphithéâtre et l'activité économique que ça peut générer.»

Le débat sur la pertinence de construire un amphithéâtre à Québec avec des fonds publics fait rage depuis 10 jours. Lundi, de passage dans la capitale, le premier ministre Stephen Harper a refusé d'annoncer ses intentions. Le dossier est actuellement analysé à Ottawa. Alors que plusieurs partisans souhaitent le retour des Nordiques, le chef conservateur a toutefois prévenu que si l'aréna doit servir à héberger une équipe de hockey professionnelle, le secteur privé doit participer.

La porte n'est toutefois pas entièrement fermée pour un complexe à vocation plus large, notamment pour la culture et le sport amateur. «S'il y avait un rôle pour le fédéral, ça devrait être équilibré à travers le pays et abordable», a indiqué le premier ministre Harper.

Lors d'une entrevue avec *Le Devoir*, le lieutenant de Stephen Harper au Québec, Christian Paradis, a souligné qu'il s'agit «d'une grosse décision», surtout en ces temps de restriction budgétaire. Les demandes pour financer des installations sportives sont très nombreuses au pays, dit-il. «Il faut évaluer les coûts rationnellement.»

### Des clivages régionaux importants

Lorsqu'on raffine les résultats du sondage, on constate que les clivages régionaux sont importants. Ainsi, la région de Québec appuie massivement l'injection de fonds publics dans l'aventure de l'amphithéâtre, alors que 75 % des répondants de la capitale se disent d'accord avec la décision du gouvernement Charest. Ils sont 74 % à souhaiter que le fédéral en fasse autant.

En revanche, 23 % des répondants de Québec se disent en désaccord avec la décision du gou-

vernement provincial de dépenser 180 millions de dollars en fonds publics pour ce projet. Les personnes «tout à fait en désaccord» ne sont que 9 %.

Le portrait est toutefois différent ailleurs dans la province. À Montréal, 67 % des citoyens se disent en désaccord avec une facture payée par l'État. Ils sont 69 % à demander au fédéral de passer son tour. À l'inverse, 28 % des Montréalais voient d'un œil favorable l'investissement massif des gouvernements dans la construction d'un amphithéâtre à Québec.

Hors de Montréal et Québec, les citoyens s'opposent à un investissement de fonds publics important, mais dans une moindre mesure. Ailleurs en province, 56 % des répondants se disent en désaccord avec la décision du gouvernement Charest, alors qu'ils sont 41 % à l'approuver. Ils sont 57 % à demander au fédéral de ne pas assumer une large part de la facture, comme le réclament le maire Régis Labeaume et le premier ministre Jean Charest.

«À Québec, on voit le projet dans son ensemble, ce qui inclut une candidature olympique, les Nordiques, les spectacles et ainsi de suite. Ailleurs, on voit surtout les dépenses publiques pour un amphithéâtre, sans les avantages. Les gens n'aiment pas que le gouvernement dépense quand ça ne les touche pas», dit Christian Bourque.

Le sondage a été mené en ligne, du 13 au 16 septembre, auprès de 1000 personnes formant un échantillon représentatif de la population. Le coup de sonde a été réalisé selon une méthodologie fiable et éprouvée.

*Le Devoir*

## RÉVOLUTION

SUITE DE LA PAGE 1

tranquille, le ton était donné. Pour ses artisans, il s'agissait d'une rupture radicale, quitte à noircir un peu le tableau de tout ce qui les avait précédés.

Un demi-siècle plus tard, rares sont les historiens qui oseraient reprendre à leur compte les mots de l'historien Fernand Ouellet, pour qui «la Révolution tranquille marqua incontestablement pour les Québécois francophones le moment capital de leur entrée dans la modernité». Même un sociologue aussi critique du nationalisme d'avant 1960 que le sociologue Gérard Bouchard admettait en 2004 que sa génération avait «érigé un véritable barrage dans le cours du temps. Il fallait à tout prix que le Québec de 1960 inaugure un temps radicalement neuf, qu'il ne doive rien à son passé immédiat. Comme un bâtard, on ne lui reconnaissait pas d'ascendance».

Représentant d'une nouvelle génération d'historiens soucieuse d'exercer son droit d'inventaire, Éric Bédard juge que «les libéraux des années 1960 ont noirci le tableau en accreditant la thèse d'un Québec moyenâgeux. Ces idées ont été véhiculées partout et relayées par beaucoup d'intellectuels. Ces gens étaient détestés par le régime Duplessis. Ils ont rendu à Duplessis la monnaie de sa pièce en accreditant la mythologie de la Grande Noirceur».

On ne compte plus les affirmations selon lesquelles, le 22 juin 1960, date de l'élection de Jean Lesage, Séraphin Poudrier se serait tout à coup métamorphosé en jeune ingénieur diplômé de Polytechnique. Nous serions bien les premiers à entrer dans la modernité en Chevrolet, ironisait le sociologue Gilles Gagné. En 1960, le Québec est en effet très loin d'être un pays sous-développé. Il dispose d'une industrie manufacturière à la pointe du progrès et sa croissance industrielle n'a rien à envier à celle de l'Ontario. Il y a aussi belle lurette que sa population a déserté les campagnes pour la ville.

Un brin provocatrice, l'historienne Lucia Ferretti va même jusqu'à affirmer que le véritable père de la Révolution tranquille ne se nomme pas Jean Lesage, René Lévesque ou Paul Gérin-Lajoie, mais bien... Maurice Duplessis! «Sans les acquis des années 1940 et 1950, il n'y aurait jamais eu de Révolution tranquille. C'est une évidence. La Révolution tranquille ne pouvait pas naître de la cuisse de Jupiter», dit-elle.

Lucia Ferretti ne voit pas comment les successeurs de Duplessis auraient pu déclencher un grand

mouvement de réformes sans la résistance forcenée de ce dernier aux empiètements d'Ottawa. «Duplessis n'a pas résisté dans tous les secteurs, mais il a résisté dans plusieurs comme celui de l'affirmation symbolique de notre identité. Ce n'était pas rien d'adopter le drapeau du Québec! On ne peut pas non plus imaginer l'État québécois des années 1960 sans l'impôt sur le revenu créé par Duplessis.» Duplessis livrera à ses successeurs un État certes sous-équipé, mais sans dette. Ce qui leur permettra de se lancer dans une vague de réformes sans précédent.

Ces nouveaux historiens pour qui la Grande Noirceur est de moins en moins une notion utile n'ont-ils rien à reprocher à Duplessis? Selon Ferretti, le point le plus noir du «cheuf» résidait dans sa manière de gouverner, qui était anachronique, discrétionnaire et arbitraire. C'était le patronage et le clientélisme érigés en système. «Cela, personne ne le conteste, dit-elle. Mais je ne suis pas sûre que le maccarthysme aux États-Unis et la Big Blue Machine conservatrice en Ontario ne valaient pas le duplessisme.»

Parmi ceux qui condamneront radicalement le Québec des années 1950, on retrouvait aussi bien la revue *Parti pris*, pour qui le Québec était un «colonisé», que les signataires du *Refus global* (1948) et les intellectuels de la revue *Cité libre*. Faut-il s'étonner que plusieurs des artistes qui signèrent ce manifeste ainsi que le principal animateur de *Cité libre*, Pierre Elliott Trudeau, décidèrent de faire carrière hors du Québec? Personne ne fut aussi tranchant que Trudeau, qui dénonça une nation «amémée culturellement», «dépourvue économiquement», «attardée intellectuellement» et «sclérosée spirituellement» (*Cité libre*, avril 1962).

Dès 1956, le rédacteur en chef du *Devoir* André Laurendeau avait perçu dans le futur premier ministre «un Canadien français déçu des siens» et qui avait «honte d'avoir de tels pères». Cette perception du Québec des années 1950 aura un écho dans toutes les familles politiques. Dès 1969, le sociologue Fernand Dumont appela pourtant ses compatriotes à envisager Duplessis de manière moins passionnelle et plus détachée. «Peut-être, dit-il, que le moment est venu de le comprendre.» Il voyait dans ces condamnations sans appel un «alibi à notre société actuelle pour se définir négativement». Comme si la Grande Noirceur était la version moderne du porteur d'eau!

En 1977, lors du dévoilement de la statue de Maurice Duplessis devant l'Assemblée nationale, René Lévesque fut l'un des rares à user de son droit d'inventaire. Sans rien pardonner à la loi du cadenas et à la répression antisyndicale, il refusa de blâmer «ce lointain premier ministre» d'avoir aidé la classe agricole, accéléré le développement économique du Québec et réussi à faire baisser la taxation fédérale.

Pour Éric Bédard, il est plus que temps de rompre avec les jugements à l'emporte-pièce qui fondent le mythe de la Grande Noirceur et, du coup, celui de la Révolution tranquille. «C'est une chose de rompre avec le Canada français comme projet politique, le projet d'Henri Bourassa, ce Canada biculturel utopique, c'en est une autre de renoncer au Canadien français comme personnage et d'en avoir honte. C'est ce que je sens chez beaucoup de révolutionnaires tranquilles. Il y a de ça dans la mutation du Canadien français en Québécois. Le Canadien français, c'est le père ou le grand-père dont on a un peu honte. Ça a peut-être permis de mobiliser, mais ça nous a aussi coupés de nos racines.»

On comprendra que Lucia Ferretti ait vu d'un mauvais œil apparaître depuis quelques années des critiques tout aussi radicales de la Révolution tranquille que celles qui avaient caractérisé l'époque de Duplessis. «Au Québec, chaque génération a tendance à se construire sur le rejet de la génération précédente», dit-elle. «C'est un peu cela qui nous tue. La génération de la Révolution tranquille s'est entièrement construite sur le rejet de ce qui existait avant elle. Si tout ce qu'on avait fait avant 1960 était mauvais, si on était tellement attardés, abrutis et sous la domination de l'autoritarisme politique et religieux, comment après ça avoir confiance en soi pour construire un pays?»

### Lundi: Les Québécois à la conquête de leur État

## CRISE

SUITE DE LA PAGE 1

Le processus de réforme n'est pas plus rapide en Europe. L'une des principales questions qui achoppent toujours est celle de ces institutions financières qu'on a jugées, durant la crise, trop importantes dans le système pour que les gouvernements ne volent pas à leur secours à coups de milliards (*too big to fail*). «Les pistes de solutions sont très difficiles à trouver», constate Louis Pauly, professeur en économie politique internationale au Munk School of Global Affairs de l'Université de Toronto. Mais il faut pourtant faire quelque chose, sans quoi les marchés prendront la prochaine fois des risques encore plus élevés en se disant qu'on continuera à privatiser les profits et nationaliser les pertes.»

«Nous navigons en plein aléa moral», a admis cette semaine le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, en faisant référence à ce phénomène dans un discours. L'une des solutions étudiées est de forcer ces institutions financières à préparer des «testaments biologiques» indiquant la façon de les démanteler de façon ordonnée en cas de déroute. «Il se dégage une ferme conviction parmi les décideurs publics que, dans les crises à venir, les pertes devront être assumées par les institutions elles-mêmes, a assuré le gouverneur, qui est très actif, touchant ces enjeux, sur la scène internationale. C'est-à-dire par les dirigeants, les actionnaires et les créanciers, et non par les contribuables.»

Professeur de théorie macroéconomique à l'Université du Québec à Montréal, Steve Ambler n'en

revient tout simplement pas de voir avec quel degré d'impunité s'en tirent les bonzes de Wall Street à l'origine de tout ce gâchis. Il y avait pourtant eu des enquêtes et des condamnations criminelles au lendemain de la dernière crise financière aux États-Unis, celle des *Saving and Loans* au début des années 1990, rappelle-t-il. «Je crois que l'on peut, à tout le moins, parler de gros soupçons de fraude dans le cas d'institutions comme Lehman Brothers ou Goldman Sachs, qui vendaient des produits dérivés d'un côté et qui pariaient contre eux de l'autre. C'est à croire qu'il n'y a pas seulement des «too big to fail», mais aussi des «too big to be prosecuted».»

### Des bons coups

Très fier de la belle solidité affichée par ses propres banques durant la crise, le Canada n'a pas encore jugé bon de revoir ses propres règles financières. On se contentera d'adopter les nouvelles règles proposées par le Comité de Bâle, a fait savoir cette semaine le ministre des Finances, Jim Flaherty. Plus inquiet de la flambée du prix des maisons, le gouvernement fédéral a resserré, cet hiver, les règles du marché hypothécaire afin de freiner la spéculation. Ottawa se dit prêt aujourd'hui à donner un autre tour de vis si nécessaire.

La timidité des réformes entreprises jusqu'à présent ne signifie pas qu'aucune avancée n'a été réalisée depuis deux ans, précise Louis Pauly. On n'a pas assez souligné et salué, selon lui, l'extraordinaire degré de coopération dont ont fait preuve les banques centrales et les gouvernements des différents pays tout au long de la crise, alors que c'est tout le contraire qui s'était produit durant la Grande Dépression des années 1930.

«Cela s'est fait de manière un peu désordonnée et

maladroite, convient-il. Parfois ouvertement, mais plus souvent derrière des portes closes et enveloppé dans une rhétorique politique opaque. Mais ça s'est fait.»

Il serait important de continuer sur cet élan et de formaliser un peu les règles de partage des coûts du prochain sauvetage de l'économie mondiale, poursuit l'expert international. «Il y aura d'autres crises», prévient Louis Pauly. «C'est dans la nature même des marchés financiers, mais aussi de leurs réglementations, qui ne peuvent jamais savoir d'où viendra la prochaine crise.» Notre capacité de réaction dépendra alors de l'ouverture des contribuables à ce que leurs gouvernements participent à un autre sauvetage de ce marché qui ne respecte pas les frontières nationales.

«La mondialisation va avoir changé avec cette crise», annonce Daniel Schwanen, conseiller spécial et économiste au Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) à Waterloo, en Ontario. Enragés d'avoir eu à payer les dégâts causés par des banques sur lesquelles leurs gouvernements nationaux n'avaient parfois aucun pouvoir, les contribuables exigeront désormais que les acteurs du marché financier se soumettent à des règles nationales plus strictes.

Cette tendance n'est pas exclusive au secteur financier, note l'économiste. On la voit monter dans d'autres domaines, telles que les normes de sécurité qui s'appliquent aux produits importés. «Les citoyens veulent reprendre le contrôle de la réglementation chez eux. Cela va forcer les multinationales à davantage s'adapter aux marchés où elles font affaire, ce qui sera plus coûteux, mais aussi plus sécuritaire.»

Paradoxalement, cette diversité grandissante forcera aussi les pays à plus de transparence et d'ouverture à la réalité des autres afin d'arriver au ni-

veau de coopération nécessaire au bon fonctionnement de l'ensemble. «La crise nous a fait prendre conscience de la responsabilité de chaque pays dans la santé de l'économie mondiale», dit Daniel Schwanen.

Le 15 septembre 2008 passera encore plus à l'histoire que le 11 septembre 2001, écrivait cette semaine le chroniqueur du *Financial Times* Gideon Rachman, comparant les conséquences de la faillite de Lehman Brothers à celles de l'attaque contre les tours du World Trade Center. La crise financière a marqué, et même accéléré, disait-il, le déclin d'une Amérique toute-puissante en même temps que la formidable ascension de nouveaux géants, notamment de la Chine.

Le président de la Deutsche Bank, Josef Ackermann, faisait remarquer, dans un discours cet été, que parmi les dix plus grandes banques au monde, quatre sont maintenant chinoises et que la liste des places financières importantes compte désormais des villes comme São Paulo, Singapour, Shanghai et Séoul. Ce progrès spectaculaire, notait-il, est entre autres attribuable à la discipline de fer à laquelle se sont pliés les pays asiatiques après avoir subi leur propre crise financière à la fin des années 1990.

«Les Américains et les Européens ne peuvent plus faire la leçon aux autres comme ils avaient l'habitude de le faire», constate à son tour Daniel Schwanen. Mais cette pluralité de modèles n'empêche pas une convergence, bien au contraire. Les économies émergentes se sont beaucoup rapprochées, ces dernières années, du capitalisme occidental. Reste maintenant à voir si des pays comme les États-Unis sont prêts à tenir compte à leur tour des autres pays qui les entourent.»

*Le Devoir*

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390